

AGRICULTURE

UNION EUROPÉENNE La Commission européenne a décidé jeudi de renouveler l'autorisation de l'herbicide pour dix ans. Un agriculteur et un écologiste picards en débattent.

Propos recueillis par **NICOLAS TOTET**

"C'est un outil qu'il faut garder"

L'agriculteur de Moÿ-de-l'Aisne, Sébastien Varlet, défend l'usage ciblé du glyphosate pour sa corporation, même si lui ne l'utilise plus.

« Plutôt pour », Sébastien Varlet, agriculteur à Moÿ-de-l'Aisne, utilisez-vous du glyphosate ?

Personnellement, je n'utilise plus de glyphosate pour mon exploitation, mais il faut tenir compte des différents besoins en agriculture. Ce n'est pas parce que je ne l'emploie pas, que je suis totalement contre le glyphosate. Je pense que c'est un outil qu'il faut garder.

Pourquoi, même si vous entrez dans la technicité ?

Dans un système conventionnel en labour, on peut effectivement essayer de s'en passer. En revanche, le glyphosate est nécessaire pour les agriculteurs en ACS (Agriculture de conservation des sols, dont la vertu est de stocker beaucoup de carbone) et qui consiste à ne jamais laisser les sols à nu mais avec un couvert permanent sur les parcelles. Dans ce cas-là, le glyphosate permet de stopper les cultures intermédiaires pour laisser la place ensuite à la culture



Sébastien Varlet, agriculteur de Moÿ-de-l'Aisne. (Archives N.T.)

semée et à récolter. En non-labour, donc en travail superficiel du sol, l'application du glyphosate viendra limiter l'application ultérieure d'autres produits dans le cycle futur des cultures.

Vous confirmez des pratiques différentes d'un pays à l'autre ?

Il y a des principes en France. Le glyphosate n'est jamais utilisé sur une culture, je dis bien sur aucune culture récoltée, mais seulement dans certains cas en interculture (après les récoltes de céréales). Et depuis des années, le glyphosate est interdit sur les labours. Chez nous toujours, le glyphosate est homologué pour un ou deux litres de produits à l'hectare, quand, par exemple au Brésil, c'est quinze litres et directement sur la culture, sur le soja en particulier ! Et un soja que la France importe...

"C'est un très mauvais signal"

Le conseiller régional écologiste Nicolas Richard est fondamentalement opposé à l'usage du glyphosate, en ayant conscience qu'il ne s'agit que d'une menace chimique parmi tant d'autres.

« Totalement contre », Nicolas Richard, conseiller régional Europe écologie les Verts « Picardie » pour les Hauts-de-France, comment réagissez-vous au renouvellement de l'autorisation du glyphosate par la Commission européenne ?

Que la France se soit abstenue au lieu de voter contre l'autorisation du glyphosate pour dix ans est une lâcheté politique. Le président Macron ne tient pas ses engagements, c'est un reniement, un retour en arrière lamentable et pire un très mauvais signal. On aurait pu donner un signal clair aux agriculteurs, tout en leur laissant encore un peu de temps. Là, on leur dit de continuer comme si de rien n'était pendant dix ans, leur lobby a fait un bon boulot...

Aucun des arguments des agriculteurs n'est recevable à vos yeux ?

Si. Je suis tout à fait d'accord avec les agriculteurs français pour dire



Le conseiller régional écologiste Nicolas Richard. (DR)

que les lois de libre-échange, avec le Brésil par exemple, sont antinomiques avec leurs efforts.

Et le glyphosate n'est pas de l'eau grenadine ?

Certainement pas. S'il y a un poison crevé sur son étiquette, c'est bien que c'est dangereux. Pire, si le problème se limitait au glyphosate, ce serait simple, alors qu'on dénombre 150 à 200 molécules actives. Prenez la substance de l'atrazine, interdite depuis vingt ans et toujours présente aujourd'hui dans l'eau... Sur la qualité de l'eau, je vous assure que les 100 molécules supplémentaires analysées à partir de l'année prochaine, constituent une bombe sanitaire à retardement. On recule sur bien des points, je pense au renoncement à la directive Reach sur les produits chimiques. Ajoutez le réchauffement climatique et on a tout faux sur toute la ligne !